

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2005.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2005.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Landsverdediging zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2215

[2005/202280]

1^{er} JUILLET 2005. — Décret de la Communauté française modifiant le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption est ajouté le point 11^o rédigé comme suit :

« 11^o loi du 24 avril 2003 : la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption. »

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Toute personne qui contribue à l'application du présent décret est tenue au respect des dispositions du Code de déontologie de l'aide à la jeunesse adopté en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, en ce compris notamment les règles relatives au secret professionnel. »

Art. 3. § 1^{er}. L'article 12, 5^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« de transmettre au juge de la jeunesse les enquêtes sociales visées aux articles 29 et 48 et à l'autorité centrale fédérale l'étude psycho-médico-sociale de l'enfant visé à l'article 47; ».

§ 2. L'article 12, 10^o, du même décret est supprimé.

Art. 4. § 1^{er}. Dans l'article 13, 3^o, du même décret, les termes « mode de travail et sa philosophie dans le cadre du » sont remplacés par les termes « intervention dans le ».

§ 2. L'article 13, 4^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« remplir les missions fixées aux articles 26 à 28 et aux Titres VI à VII; ».

§ 3. Dans l'article 13, 5^o, c) du même décret, les termes « qualifiées pour leur intégrité morale et leur » sont remplacés par les termes « d'une intégrité morale digne de confiance et disposant d'une ».

Art. 5. § 1. Dans l'article 14 du même décret, les termes « , outre le respect des conditions visées à l'article 13 » sont remplacés par les termes « respecter les conditions visées à l'article 13 et ».

§ 2. L'article 14, 6^o, du même décret est complété comme suit :

« et gérer les listes d'attente, en tenant compte des possibilités réelles d'appareillement, et prendre les dispositions nécessaires pour réorienter, le cas échéant, les candidats en attente vers d'autres possibilités d'appareillement; ».

§ 3. A l'article 14 du même décret sont ajoutés des points 16^o et 17^o rédigés comme suit :

« 16^o signaler à l'A.C.C., dans les quinze jours, tout changement intervenu dans la collaboration à l'étranger;

17^o refuser d'accompagner un membre du personnel ou du conseil d'administration de l'organisme dans les séances individuelles de sensibilisation prévues à l'article 23. »

Art. 6. § 1^{er}. Dans l'article 15 du même décret, les termes « L'association sans but lucratif, l'association internationale sans but lucratif ou la personne morale de droit public qui souhaite obtenir son agrément en tant qu'intermédiaire à l'adoption » sont remplacés par les termes « Tout organisme d'adoption ».

§ 2. Dans l'article 15, 3^e alinéa, 2^o, du même décret, les termes « de forme et de délai » sont supprimés.

§ 3. Dans l'article 15, 3^e alinéa, 2^o, du même décret, les termes « laquelle se voit adjoindre un deuxième représentant des organismes d'adoption et un membre du conseil supérieur de l'adoption, désignés par le Gouvernement, siégeant avec voix délibérative, en plus du représentant des organismes d'adoption » sont insérés après le terme « jeunesse ».

§ 4. Dans l'article 15, 3^e alinéa, 4^o, du même décret, les termes « la possibilité d'introduire un » sont remplacés par les termes « les modalités de » et les termes « , les modalités de ce recours » sont supprimés.

§ 5. L'article 15, 5^e alinéa, du même décret est supprimé.

Art. 7. § 1^{er}. Dans l'article 16, 2^e alinéa, du même décret, les termes « et des frais liés à la réalisation des évaluations des projets d'adoption, » sont supprimés.

§ 2. A la fin de l'article 16, 2^e alinéa, du même décret, les termes « et les frais liés à l'accompagnement post-adoptif » sont insérés.

Art. 8. Dans l'article 18, 3^e alinéa, du même décret, le terme « , le cas échéant, » sont supprimés.

Art. 9. Dans l'article 20, 2^e alinéa, du même décret, le terme « préalablement » est inséré après le terme « entend ».

Art. 10. Dans l'article 21, 2^e alinéa, du même décret, les termes « aux cycles de » sont remplacés par « à la ».

Art. 11. L'article 22 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« La préparation vise à informer les candidats adoptants sur les aspects juridiques, contextuels, culturels, éthiques et humains de l'adoption, sur les autres conséquences de l'adoption, sur la possibilité et l'utilité d'un suivi post - adoptif ainsi qu'à les sensibiliser aux enjeux psychologiques, familiaux et relationnels de l'adoption. »

Art. 12. L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La préparation comprend des séances collectives d'information et des séances collectives et individuelles de sensibilisation.

§ 2. La préparation doit avoir été suivie par les candidats adoptants dans un délai de quatre mois à dater de la participation à la première séance d'information.

En cas d'absence des candidats adoptants à une des séances initialement prévues ou à leur demande, ce délai peut être prolongé jusqu'à un maximum de douze mois.

S'ils sont mariés ou cohabitants, les candidats adoptants doivent participer ensemble aux différentes séances de la préparation.

Toute demande de dérogation doit être adressée par écrit par les candidats adoptants à l'A.C.C.

§ 3. Le Gouvernement fixe le contenu de la préparation visée au § 1^{er} ainsi que les montants et les modalités de versement des frais dus par les candidats adoptants pour leur participation à la préparation. »

Art. 13. L'article 24 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L' A.C.C. peut mettre en place une préparation spécifique pour les candidats adoptants qui ont déjà bénéficié d'une préparation organisée par la Communauté française dans le cadre d'une adoption réalisée antérieurement, ainsi que pour les candidats adoptants visés à l'article 346-2, alinéa 3, du Code civil.

Le Gouvernement fixe le contenu de la préparation visée à l'alinéa 1^{er} ainsi que les montants et les modalités de versement des frais dus par les candidats adoptants pour leur participation à la préparation spécifique. »

Art. 14. § 1^{er}. A l'intitulé du chapitre II du Titre V du même décret, les termes « des cycles de » sont remplacés par les termes « de la ».

§ 2. La division du Titre V, chapitre II, en sections est supprimée.

Art. 15. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les séances collectives d'information et de sensibilisation sont réalisées par l'A.C.C. ».

Art. 16. L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les séances de sensibilisation individuelles sont réalisées par un organisme d'adoption choisi par les candidats adoptants. »

Art. 17. L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement règle l'organisation de la préparation des candidats adoptants. »

Art. 18. L'article 28, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« A l'issue des séances individuelles consacrées à la sensibilisation, l'organisme d'adoption communique à l'A.C.C. le nom des candidats adoptants qui ont suivi ces séances. »

Art. 19. Un titre *Vbis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret après l'article 28 :

« TITRE *Vbis*. — L'enquête sociale. »

Art. 20. L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement désigne le ou les services chargé(s) de mener l'enquête sociale ordonnée par le juge de la jeunesse en application des articles 1231-6, alinéa 1^{er}, et 1231-29, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire. »

Art. 21. L'article 30, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'information préalable des parents d'origine de l'enfant né ou à naître visée à l'article 348-4 du Code civil et celle des tuteurs, subrogés tuteurs ou tuteurs ad hoc, visée à l'article 348-5 du Code civil est assurée par un organisme d'adoption agréé pour l'adoption interne. »

Art. 22. § 1^{er}. Dans l'article 33, § 1^{er} du même décret, les termes « après le cycle de préparation visé » sont remplacés par les termes « après avoir suivi la préparation visée ».

§ 2. Dans l'article 33, § 1^{er}, 1^o, du même décret les termes « Lorsque l'élaboration du projet d'adoption a été réalisée par un autre organisme d'adoption, l'A.C.C. communique à l'organisme d'adoption, avec l'accord des candidats adoptants, copies des informations recueillies lors de cette élaboration, conformément au modèle visé à l'article 29, alinéa 2; » sont supprimés.

§ 3. L'article 33, § 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

« 5° dans un délai de trois mois suivant la décision visée au point 2°, élabore avec le candidat adoptant leur projet d'adoption; cette élaboration tient compte des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet du candidat adoptant sur leur projet de vie et sur l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de l'élaboration du projet d'adoption. »

§ 4. Dans l'article 33, § 2, 1^{er} alinéa, du même décret, les termes « En cas de réponse positive » sont remplacés par les termes « Au terme de l'élaboration du projet d'adoption visé au § 1^{er}, 5°. »

§ 5. L'article 33, § 2, 2^e alinéa, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe le montant maximum des frais dus par les candidats adoptants à l'organisme d'adoption pour l'encadrement de leur projet d'adoption.

Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants. »

§ 6. L'article 33, § 3, 1^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« lorsqu'un enfant déterminé peut leur être proposé, organise, avec le soutien de l'équipe pluridisciplinaire, un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel sont présentés les éléments de l'étude psycho-médico-sociale relative à l'enfant visée à l'article 31, § 2; les candidats adoptants marquent leur accord par écrit sur l'enfant proposé; ».

§ 7. L'article 33, § 3, 6^o, du même décret est complété comme suit :

« en effectuant avec le soutien de l'équipe pluridisciplinaire, toute autre intervention de nature à soutenir l'intégration de l'enfant dans la famille; ».

Art. 23. § 1^{er}. Dans l'article 37, § 1^{er}, du même décret, les termes « après le cycle de préparation visé » sont remplacés par les termes « après avoir suivi la préparation visée. »

§ 1bis. Dans l'article 37, § 1^{er}, du même décret, les termes « qui sont porteurs d'un jugement d'aptitude visé à l'article 1231-31 du Code judiciaire » sont insérés par les termes « les candidats adoptants ».

§ 2. Dans l'article 37, § 1^{er}, 1^o, du même décret, les termes « lorsque l'élaboration du projet d'adoption a été réalisée par un autre organisme d'adoption, l' A.C.C. communique à l'organisme d'adoption, avec l'accord des candidats adoptants, copie des informations recueillies lors de cette élaboration, conformément au modèle visé à l'article 29, alinéa 2; » sont supprimés.

§ 3. Dans l'article 37, § 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

« 6° dans un délai de trois mois suivant la décision visée au point 3°, élabore avec les candidats adoptants leur projet d'adoption; cette élaboration tient compte des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet des candidats adoptants sur leur projet de vie et sur l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de l'élaboration du projet d'adoption. »

§ 4. Dans l'article 37, § 2, 1^{er} alinéa, du même décret, les termes « En cas de réponse positive » sont remplacés par les termes « Au terme de l'élaboration du projet d'adoption visé au § 1^{er}, 6° ».

§ 5. L'article 37, § 2, 2^e alinéa, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe le montant maximum des frais dus par les candidats adoptants à l'organisme d'adoption pour l'encadrement de leur projet d'adoption.

Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants. »

§ 6. L'article 37, § 3, 4^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« envoie le dossier à l'autorité étrangère compétente, et en informe l'A.C.C.; »

§ 7. L'article 37, § 3, 5^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« reçoit de l'autorité étrangère compétente, directement ou par l'intermédiaire de l'A.C.C., les documents relatifs à l'enfant visés à l'article 361-3, 2^o du Code civil, ou le cas échéant, des documents équivalents ou la dispense de produire ceux-ci, conformément à l'article 361-4 du Code civil; »

§ 8. L'article 37, § 3, 6^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« organise, avec le soutien de l'équipe pluridisciplinaire, un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel la proposition d'adopter l'enfant visé au point 5° leur est faite; au cours de cet entretien, sont présentés les documents visés à l'article 35, ainsi que toute autre information complémentaire relative à l'enfant. Les candidats adoptants marquent accord par écrit sur l'enfant proposé en application de l'article 361-3, 3^o du Code civil; »

§ 9. L'article 37, § 3, 10^o, c), du même décret est remplacé par la proposition suivante :

« en effectuant, avec le soutien de l'équipe pluridisciplinaire, toute autre intervention de nature à soutenir l'intégration de l'enfant dans la famille; ».

Art. 24. Dans l'article 39, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « et qui ne souhaitent pas que leur demande d'adoption internationale soit encadrée par un organisme d'adoption ou » sont supprimés.

Dans l'article 39, 2^e alinéa, du même décret, les termes « un questionnaire-type à compléter » sont remplacés par les termes « en vue de le compléter, un questionnaire-type dont le modèle est fixé par le Gouvernement. ».

Art. 25. Dans l'article 41 du même décret, les termes « dans un délai maximum de six mois » sont remplacés par les termes « dans un délai maximum de quatre mois qui peut être porté à six mois pour des motifs exceptionnels. »

Art. 26. L'article 45 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe les modalités de versement et le montant des frais dus par les candidats adoptants à l'A.C.C. pour les frais liés à l'encadrement de leur projet d'adoption. Ce montant peut tenir compte des revenus des candidats adoptants. ».

Art. 27. L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement désigne le ou les services chargés de mener l'enquête sociale ordonnée par le juge de la jeunesse en application de l'article 1231-35 du Code judiciaire et fixe les modalités de cette enquête sociale et désigne les instances qui doivent être consultées en application de l'article 1231-35 du Code judiciaire. »

Art. 28. Il est inséré dans le même décret un Titre *VIbis* rédigé comme suit après l'article 48 :

« Titre *VIbis*. — L'accompagnement post-adoptif

Art. *48bis*. Les adoptants bénéficient, à leur demande, d'un accompagnement post-adoptif par un organisme d'adoption de leur choix.

Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet accompagnement post-adoptif. »

Art. 29. A l'article 49 du même décret est inséré un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de consultation des dossiers visés à l'alinéa 2. »

Art. 30. Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 54 du même décret, les termes « dans les deux mois de cette entrée en vigueur » sont remplacés par les termes « dans les quinze jours de cette entrée en vigueur. ».

Art. 31. Un article *55bis* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article *55bis*. § 1^{er}. Pour l'application de l'article *24bis* de la loi du 24 avril 2003 dans le cadre de la procédure visée à l'article 1231-29 du Code judiciaire, l'organisme d'adoption transmet au tribunal de la jeunesse, avec copie à l'A.C.C., l'étude médico-socio-psychologique des candidats adoptants visée à l'article 7, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

S'ils obtiennent le jugement d'aptitude visé à l'article 1231-31 du Code judiciaire, les candidats adoptants qui ont signé, avant l'entrée en vigueur du présent décret, la convention visée à l'article 7, § 2, alinéa 6, de l'arrêté du 11 juin 1999 visé au § 1^{er} tombent sous l'application des articles 34, 35, 37, § 3 et *48bis*; ils signent avec l'organisme un avenant à cette convention, dont le modèle est fixé par le Gouvernement. S'ils n'obtiennent pas le jugement d'aptitude, la convention visée ci-dessus prend fin de plein droit.

S'ils obtiennent le jugement d'aptitude visé à l'article 1231-31 du Code judiciaire, les candidats adoptants qui n'ont pas signé, avant l'entrée en vigueur du présent décret, la convention visée à l'alinéa 2 tombent sous l'application du chapitre II du titre VI et du Titre *VIbis*.

§ 2. Pour l'application de l'article *24bis* de la loi du 24 avril 2003 dans le cadre de la procédure visée à l'article 1231-6 du Code judiciaire, l'organisme d'adoption transmet au tribunal de la jeunesse, avec copie à l'A.C.C., l'étude médico-socio-psychologique visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

S'ils ont signé avant l'entrée en vigueur du présent décret la convention visée au § 1^{er}, alinéa 2, les candidats adoptants tombent sous l'application de l'article 33, § 3. S'ils n'ont pas signé cette convention, ils tombent sous l'application de l'article 33, §§ 2 et 3.

§ 3. Pour l'application de l'article *24bis* de la loi du 24 avril 2003 dans le cadre de la procédure visée à l'article 1231-35 du Code judiciaire, l'organisme d'adoption transmet au tribunal de la jeunesse, avec copie à l'A.C.C., l'étude médico-socio-psychologique de l'enfant visée à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o, *b*), du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et à l'article 4 de l'arrêté du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

§ 4. Lorsqu'il est fait application des articles *24ter* et *24quater* de la loi du 24 avril 2003, les conventions signées par les candidats adoptants en application de l'article 7, § 2, alinéa 6, de l'arrêté du 11 juin 1999 visés au § 1^{er} restent d'application. »

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le même jour que le décret du 31 mars 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 2005.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre en charge du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2004-2005.

Document du Conseil. — Projet de décret, n^o 113-1. — Amendements de Commission, n^o 113-2. — Rapport, n^o 113-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 juin 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2215

[2005/202280]

**1 JULI 2005. — Decreet van de Franse Gemeenschap
tot wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie wordt een punt 11° toegevoegd, luidend als volgt :

« 11° wet van 24 april 2003 : de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Elke persoon die bijdraagt tot de toepassing van dit decreet is ertoe gehouden de bepalingen van de deontologieregels na te leven van de hulpverlening aan de jeugd, aangenomen overeenkomstig het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, met inbegrip van, inzonderheid, de regels betreffende het beroepsgeheim. »

Art. 3. § 1. Artikel 12, 5°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« de maatschappelijke onderzoeken bedoeld in de artikelen 29 en 48 aan de jeugdrechter over te brengen en de psycho-medisch-sociale studie van het kind bedoeld in artikel 47 aan de federale centrale overheid te bezorgen; ».

§ 2. Artikel 12, 10° van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 4. § 1. In artikel 13, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden « werkwijze en zijn filosofie te doen passen in het kader van » vervangen door de woorden « optreden te doen passen in het kader van ».

§ 2. Artikel 13, 4°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« de opdrachten bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en in de Titels VI tot VII te vervullen; ».

§ 3. In artikel 13, 5°, c), van hetzelfde decreet worden de woorden « die bekwaam zijn voor hun morele integriteit en hun » vervangen door de woorden « van een geloofwaardige morele integriteit en die beschikken over een ».

Art. 5. § 1. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden « , naast de vervulling van de voorwaarden bedoeld in artikel 13 » vervangen door de woorden « de voorwaarden bedoeld in artikel 13 naleven en ».

« § 2. Artikel 14, 6°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« en de wachtlijsten beheren door rekening te houden met de werkelijke mogelijkheden van verwantschap, en de nodige maatregelen nemen om, in voorkomend geval, de kandidaten die op een wachtlijst staan te richten naar andere mogelijkheden van verwantschap; ».

§ 3. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de punten 16° en 17° toegevoegd, luidend als volgt :

« 16° elke verandering in de medewerkingen in het buitenland binnen de veertien dagen aan de C.A.G. meedelen;

17° weigeren een lid van het personeel of van de raad van bestuur van de instelling in de individuele vergaderingen van sensibilisering bedoeld in artikel 23 te begeleiden. »

Art. 6. § 1. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de woorden « De vereniging zonder winstoogmerk, de internationale vereniging zonder winstoogmerk of de publiekrechtelijke rechtspersoon die zijn/haar erkenning wenst te bekomen als tussenpersoon voor de adoptie » vervangen door de woorden « Elke adoptie-instelling ».

§ 2. In artikel 15, derde lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « voor de vorm en de termijn » geschrapt.

§ 3. In artikel 15, derde lid, 2° van hetzelfde decreet worden de woorden « deze krijgt een tweede vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen en een lid van de Hoge Raad voor adoptie, die aangesteld worden door de Regering en die stemgerechtigd zijn, boven de vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen » ingevoegd na het woord « jeugd ».

§ 4. In artikel 15, derde lid, 4° van hetzelfde decreet worden de woorden « de mogelijkheid om beroep in te stellen » vervangen door de woorden « de nadere regels voor », en de woorden « de nadere regels voor dit beroep » worden geschrapt.

§ 5. Artikel 15, vijfde lid, van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 7. § 1. In artikel 16, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « en de kosten gebonden aan de uitvoering van evaluaties van adoptieprojecten, » geschrapt.

§ 2. Aan het einde van artikel 16, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « en de kosten gebonden aan de postadoptieve begeleiding » ingevoegd.

Art. 8. In artikel 18, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « , in voorkomend geval, » geschrapt.

Art. 9. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « voorafgaandelijk » ingevoegd na het woord « verhoort ».

Art. 10. In artikel 21, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « voor de voorbereidingscycli » vervangen door « voor de voorbereiding ».

Art. 11. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De voorbereiding heeft ten doel de kandidaat-adoptanten in te lichten over de juridische, contextuele, culturele, ethische en menselijke aspecten van de adoptie alsook over de andere gevolgen van de adoptie, de mogelijkheid en het nut van een postadoptieve begeleiding en deze kandidaten bewust te maken van de psychologische, familiale en relationele inzet van de adoptie. »

Art. 12. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De voorbereiding omvat de collectieve informatievergaderingen en de collectieve en individuele sensibiliseringsvergaderingen.

§ 2. De kandidaat-adoptanten moeten de voorbereidingscyclus gevolgd hebben binnen een termijn van vier maanden vanaf de deelname aan de eerste informatievergadering.

Bij afwezigheid van de kandidaat-adoptanten op één van de vergaderingen die oorspronkelijk voorzien werden of op hun aanvraag, kan deze termijn verlengd worden tot hoogstens twaalf maanden.

Zijn ze getrouwd of samenwonend, moeten de kandidaat-adoptanten samen deelnemen aan de verschillende voorbereidingsvergaderingen.

Elke aanvraag om afwijking moet schriftelijk door de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. gericht worden.

§ 3. De Regering bepaalt de inhoud van de voorbereiding bedoeld in § 1 alsook de bedragen en de wijze van storting van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten voor hun deelname aan de voorbereiding.

Art. 13. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De C.A.G. kan een specifieke voorbereiding invoeren voor de kandidaat-adoptanten die al een voorbereiding hebben gevolgd, georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van een adoptie die voorafgaandelijk werd aangegaan, alsook voor de kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 346-2, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

De Regering bepaalt de inhoud van de voorbereiding bedoeld in het eerste lid alsook de bedragen en de wijze van storting van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten voor hun deelname aan de specifieke voorbereiding. »

Art. 14. § 1. In het opschrift van Hoofdstuk II van Titel V van hetzelfde decreet worden de woorden « van voorbereidingscycli » vervangen door de woorden « van de voorbereiding ».

§ 2. De indeling van Titel V, hoofdstuk II, in afdelingen wordt geschrapt.

Art. 15. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De C.A.G. organiseert collectieve voorlichtings- en sensibiliseringsvergaderingen ».

Art. 16. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De individuele sensibiliseringsvergaderingen worden georganiseerd door een adoptie-instelling gekozen door de kandidaat-adoptanten. ».

Art. 17. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering regelt de organisatie van de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten. »

Art. 18. Artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Na de individuele vergaderingen gewijd aan de sensibilisering deelt de adoptie-instelling de C.A.G. de naam mee van de kandidaat-adoptanten die deze vergaderingen hebben gevolgd. »

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt een Titel *Vbis* na artikel 28 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL *Vbis*. — Het maatschappelijk onderzoek ».

Art. 20. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering wijst de dienst(en) aan die als opdracht heeft (hebben) het maatschappelijk onderzoek te voeren dat bevolen wordt door de jeugdrechter met toepassing van de artikelen 1231-6, eerste lid, en 1231-29, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het maatschappelijk onderzoek en stelt de instanties aan die geraadpleegd moeten worden met toepassing van de artikelen 1231-6, eerste lid, en 1231-29, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Art. 21. Artikel 30, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De voorlichting van de oorspronkelijke ouders van het geboren kind of het kind dat zal geboren worden bedoeld in artikel 348-4 van het Burgerlijk Wetboek en die van de voogden, de toeziende voogden of de voogden ad hoc, bedoeld in artikel 348-5 van het Burgerlijk Wetboek wordt gegeven door een adoptie-instelling die erkend wordt voor de interne adoptie. ».

Art. 22. § 1. In artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « na de voorbereidingscyclus bedoeld » vervangen door de woorden « na de voorbereiding bedoeld in... te hebben gevolgd ».

§ 2. In artikel 33, § 1, 1^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « wanneer het ontwikkelen van het adoptieproject door een andere adoptie-instelling mogelijk gemaakt werd, geeft de C.A.G. de adoptie-instelling, met toestemming van de kandidaat-adoptanten, een afschrift van de informatie ingewonnen bij dit ontwikkelen, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 29, tweede lid; » geschrapt.

§ 3. Artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 5^o de adoptie-instelling stelt, binnen de drie maanden volgend op de beslissing bedoeld in punt 2^o, hun adoptieproject op met de kandidaat-adoptanten; deze uitwerking houdt rekening met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het project van de kandidaat-adoptanten op hun leefproject en op het kind dat geadopteerd moet worden. De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor de uitwerking van het adoptieproject. ».

§ 4. In artikel 33, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Bij een positief antwoord » vervangen door de woorden « Na de uitwerking van het adoptieproject bedoeld in § 1, 5^o ».

§ 5. Artikel 33, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten aan de adoptie-instelling voor de omkadering van hun adoptieproject.

Dit bedrag kan rekening houden met de inkomsten van de kandidaat-adoptanten. ».

§ 6. Artikel 33, § 3, 1^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« wanneer een bepaald kind hun kan worden voorgesteld, organiseert de adoptie-instelling, met de steun van de pluridisciplinaire ploeg, een onderhoud met de kandidaat-adoptanten tijdens hetwelk de elementen van de psycho-medisch-sociale studie betreffende het kind bedoeld in artikel 31, § 2 worden voorgesteld; de kandidaat-adoptanten stemmen schriftelijk in met het voorgestelde kind; ».

§ 7. Artikel 33, § 3, 6^o, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« door elke andere tussenkomst, met de steun van de pluridisciplinaire ploeg, te organiseren die ten doel heeft de integratie van het kind in het gezin te ondersteunen; ».

Art. 23. § 1. In artikel 37, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « na de voorbereidingscyclus bedoeld » vervangen door de woorden « na de voorbereiding bedoeld in...te hebben gevolgd ».

§ 1bis. In artikel 37, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « die in het bezit zijn van een geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek » ingevoegd na de woorden « de kandidaat-adoptanten ».

§ 2. In artikel 37, § 1, 1^o van hetzelfde decreet worden de woorden « wanneer het ontwikkelen van het adoptieproject door een andere adoptie-instelling mogelijk gemaakt werd, geeft de C.A.G. de adoptie-instelling, met toestemming van de kandidaat-adoptanten, een afschrift van de informatie ingewonnen tijdens dit ontwikkelen, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 29, tweede lid; » geschrapt.

§ 3. Artikel 37, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 6^o stelt de adoptie-instelling, binnen de drie maanden volgend op de beslissing bedoeld in punt 3^o, met de kandidaat-adoptanten, hun adoptieproject op; deze uitwerking houdt rekening met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het project van de kandidaat-adoptanten op hun leefproject en op het kind dat geadopteerd moet worden. De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor het ontwikkelen van het adoptieproject. »

§ 4. In artikel 37, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Bij een positief antwoord » vervangen door de woorden « Na het ontwikkelen van het adoptieproject bedoeld in § 1, 6^o ».

§ 5. Artikel 37, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt het maximaal bedrag van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten aan de adoptie-instelling voor de omkadering van hun adoptieproject.

Dit bedrag kan rekening houden met de inkomsten van de kandidaat-adoptanten. »

§ 6. Artikel 37, § 3, 4^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« stuurt het dossier naar de bevoegde buitenlandse overheid en licht de C.A.G. erover in; ».

§ 7. Artikel 37, § 3, 5^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« ontvangt de adoptie-instelling van de bevoegde buitenlandse autoriteit, rechtstreeks of door bemiddeling van de C.A.G., documenten betreffende het kind bedoeld in artikel 361-3, 2^o, van het Burgerlijk Wetboek of, in voorkomend geval, de gelijkgestelde documenten of de vrijstelling van de overlegging ervan, overeenkomstig artikel 361-4 van het Burgerlijk Wetboek; ».

§ 8. Artikel 37, § 3, 6^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« organiseert de adoptie-instelling, met de steun van de pluridisciplinaire ploeg, een onderhoud met de kandidaat-adoptanten tijdens hetwelk het voorstel om het kind bedoeld in punt 5^o te adopteren hun wordt gedaan; tijdens dit onderhoud worden de documenten bedoeld in artikel 35 voorgesteld alsook elke andere bijkomende informatie betreffende het kind. De kandidaat-adoptanten stemmen schriftelijk in met het voorgestelde kind met toepassing van artikel 361-3, 3^o, van het Burgerlijk Wetboek; ».

§ 9. Artikel 37, § 3, 10^o, c), van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« door elke andere tussenkomst, met de steun van de pluridisciplinaire ploeg, te organiseren die ten doel heeft de integratie van het kind in het gezin te ondersteunen; ».

Art. 24. In artikel 39, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « en die niet wensen dat hun aanvraag om interlandelijke adoptie door een adoptie-instelling omkaderd wordt of » geschrapt.

In artikel 39, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « een type-vragenlijst die ingevuld moet worden » vervangen door de woorden « met het oog op de invulling van een model-vragenlijst die door de Regering moet worden vastgesteld ».

Art. 25. In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen een termijn van hoogstens zes maanden » vervangen door de woorden « binnen een termijn van hoogstens vier maanden die kan worden uitgesteld tot zes maanden om uitzonderlijke redenen ».

Art. 26. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

De Regering bepaalt de stortingswijze en het bedrag van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. voor hun kosten gebonden aan de omkadering van hun adoptieproject. Dit bedrag kan rekening houden met de inkomsten van de kandidaat-adoptanten. ».

Art. 27. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering wijst de dienst(en) aan die als opdracht heeft (hebben) het maatschappelijk onderzoek te voeren dat bevolen wordt door de jeugdrechter met toepassing van de artikelen 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek en bepaalt de nadere regels voor dit maatschappelijk onderzoek en stelt de instanties aan die geraadpleegd moeten worden met toepassing van artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 28. In hetzelfde decreet wordt een Titel *VIbis* na artikel 48 ingevoegd, luidend als volgt :

« Titel *VIbis*. — De postadoptieve begeleiding

Artikel *48bis*. De adoptanten krijgen, op hun aanvraag, een postadoptieve begeleiding door een adoptie-instelling naar keuze.

De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor deze postadoptieve begeleiding. »

Art. 29. In artikel 49 van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de nadere regels voor de raadpleging van de dossiers bedoeld in het tweede lid. »

Art. 30. In het eerste lid van artikel 54 van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen de twee maanden van zijn inwerkingtreding » vervangen door de woorden « binnen de vijftien dagen van deze inwerkingtreding ».

Art. 31. In hetzelfde decreet wordt een artikel *55bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *55bis*. § 1. Voor de toepassing van artikel *24bis* van de wet van 24 april 2003, in het kader van de procedure bedoeld in artikel 1231-29 van het Gerechtelijk Wetboek, bezorgt de adoptie-instelling de jeugdrechtbank, met een afschrift aan de C.A.G., de medisch-socio-psychologische studie van de kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 7, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

Zijn ze in het bezit van het geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek, dan vallen de kandidaat-adoptanten die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, de overeenkomst bedoeld in artikel 7, § 2, zesde lid, van het besluit van 11 juni 1999 bedoeld in § 1 hebben ondertekend, onder de toepassing van de artikelen 34, 35, 37, § 3 en *48bis*; ze ondertekenen met de instelling een aanhangsel bij deze overeenkomst waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld. Zijn ze niet in het bezit van het geschiktheidsvonnis dan loopt de bovenvermelde overeenkomst van rechtswege ten einde.

Zijn ze in het bezit van het geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek, dan vallen de kandidaat-adoptanten die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, de overeenkomst bedoeld in het tweede lid niet hebben ondertekend, onder de toepassing van hoofdstuk II van Titel VI en van Titel *VIbis*.

§ 2. Voor de toepassing van artikel *24bis* van de wet van 24 april 2003 in het kader van de procedure bedoeld in artikel 1231-6 van het Gerechtelijk Wetboek, bezorgt de adoptie-instelling de jeugdrechtbank, met een afschrift aan de C.A.G., de medisch-socio-psychologische studie bedoeld in § 1, eerste lid.

Hebben ze de overeenkomst bedoeld in § 1, tweede lid vóór de inwerkingtreding van dit decreet ondertekend, dan vallen de kandidaat-adoptanten onder de toepassing van artikel 33, § 3. Hebben ze deze overeenkomst niet ondertekend, dan vallen ze onder de toepassing van artikel 33, §§ 2 en 3.

§ 3. Voor de toepassing van artikel *24bis* van de wet van 24 april 2003 in het kader van de procedure bedoeld in artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek, bezorgt de adoptie-instelling de jeugdrechtbank, met een afschrift aan de C.A.G., de medisch-socio-psychologische studie van het kind bedoeld in artikel 50, § 1, derde lid, 3^o, *b*), van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en in artikel 4 van het besluit van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

§ 4. Indien de artikelen *24ter* en *24quater* van de wet van 24 april 2003 van toepassing zijn, blijven de overeenkomsten die ondertekend worden door de kandidaat-adoptanten met toepassing van artikel 7, § 2, zesde lid, van het besluit van 11 juni 1999 bedoeld in § 1 van toepassing. »

Art. 32. Dit decreet treedt in werking dezelfde dag als het decreet van 31 maart 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA
De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET
De Vice-President,
Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2004-2005.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 113-1. — Commissieamendementen, nr. 113-2. — Verslag, nr. 113-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 21 juni 2005.